

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative
Boulevard George Sand
36000 Chateauroux

Châteauroux, le 05/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SETEC

ZI la Martinerie
36130 Diors

Références : VAT 20240552
Code AIOT : 0010013703

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/10/2024 dans l'établissement SETEC implanté LE PETIT VILLEMENT 36100 Saint-Aoustrille. L'inspection a été annoncée le 13/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SETEC
- LE PETIT VILLEMENT 36100 Saint-Aoustrille
- Code AIOT : 0010013703
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est une ancienne carrière, exploitée à ciel ouvert, qui a été transformée en centre de

stockage de déchets inertes. Elle est implantée au Village du Petit Villement, sur le territoire de la commune de Saint-Aoustrille. L'installation est accessible par le "chemin de la Ruelle aux Loups". Les parcelles cadastrées section OB 800, OB 811 pour partie et OB 814. Les déchets accueillis proviennent uniquement de chantiers de déconstruction, voiries... effectués par l'exploitant, SETEC sur le territoire de la commune d'Issoudun et sa périphérie.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Trackdéchets RNDTS
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Exploitation du site	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 19	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
3	Surveillance de la qualité de l'air	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 25	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	120 jours
5	Surveillance des émissions sonores : émergence	Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 51	/	Demande d'action corrective	120 jours
6	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
7	Enregistrement des données de traçabilité des déchets	Décret du 25/03/2021, article 2.II	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription, Mise en demeure, déchets	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Accès au site	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 16	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Surveillance des émissions sonores : conditions de mesures	Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 51	Susceptible de suites	Sans objet
8	Admissibilité des déchets	Arrêté Préfectoral du 14/11/2019, article 1.2.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les fiches ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accès au site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, clôtures
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/07/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 05/11/2023
Prescription contrôlée : <p>L'installation de stockage de déchets est protégée pour empêcher le libre accès au site. Ses entrées sont équipées de portails fermés à clé en dehors des heures d'ouverture. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations. Un seul accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel.</p>
Constats : <p><u>Constats de la visite d'inspection du 17/07/2023 :</u> La clôture est incomplète et n'empêche pas l'accès au site par le voisin.</p> <p>Suite au constat de la visite d'inspection du 17 juillet 2023, l'exploitant avait répondu aux constats par correspondance du 03/11/2023. Il avait indiqué que le site avait été clôturé par des barrières « Heras » au niveau de l'accès ouvert par l'entreprise voisine.</p> <p><u>Constat de l'inspection 2024 :</u> Le jour de la visite, l'inspection constate qu'en lieu et place des barrières « Heras » vues sur photo, l'exploitant a réalisé des merlons empêchant l'accès. L'exploitant explique que la pose des barrières n'avait pas empêché l'entreprise voisine de venir déposer ses matériaux et déchets en stockage sur leur plateforme, celle-ci ayant, sans l'accord de l'exploitant, déplacé les barrières. Afin de bloquer complètement l'accès et fermer le site de manière plus concluante, l'exploitant a réalisé des merlons d'une hauteur suffisante pour empêcher l'accès, que ce soit aux engins ou à pied.</p> <p>Constat : la non-conformité de l'inspection du 17 juillet 2023 est levée : pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Exploitation du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Déchargement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/07/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Le déchargement des déchets directement dans la zone de stockage définitive est interdit. Une zone de contrôle des déchets est aménagée pour permettre le contrôle des déchets après déversements des bennes qui les transportent. Cette zone peut être déplacée suivant le phasage de l'exploitation du site. Cette zone fait l'objet d'un affichage particulier et de délimitations permettant de la situer. Une benne ne peut pas être déversée en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.</p>
Constats : <p><u>Constat de la visite d'inspection du 17 juillet 2023 :</u> Absence de panneau ou d'affichage pour l'identification de la zone de déchargement.</p> <p><u>Constat de l'inspection 2024:</u> L'inspection note toujours l'absence d'identification de la zone de déchargement. Deux zones adaptées et suffisamment grandes sont réservées au déchargement des camions. Une zone est définie pour la période hivernale, plus humide, et située sur une partie plus stable du site. La seconde est prévue pour la période estivale. Ces zones sont bien définies mais ne sont pas identifiées : l'exploitant ajoutera un panneau mobile sur la zone concernée afin de faciliter l'identification du lieu de déchargement adapté à la période et permettre aux chauffeurs du transporteur prestataire de savoir quelle zone privilégier.</p> <p>Constat : la non conformité est maintenue : l'exploitant n'a pas identifié la zone de déchargement.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : Surveillance de la qualité de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de la qualité de l'air

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/07/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 05/11/2023

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mise en place en limite de propriété d'un réseau de suivi des retombées atmosphériques de poussières totales (solubles et insolubles). Ces mesures sont effectuées au moins une fois par an par un organisme indépendant, en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Dans ce cas les mesures sont conduites pendant une période où les émissions du site sont les plus importantes au regard de l'activité du site et des conditions météorologiques. Cette fréquence peut être augmentée en fonction des enjeux et conditions climatiques locales. Le nombre d'emplacements de mesure et les conditions dans lesquelles les systèmes de prélèvement sont installés et exploités sont décrits dans une notice disponible sur site. Un emplacement positionné en dehors de la zone de l'impact du site et permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (" bruit de fond ") est inclus au plan de surveillance. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de collecte des retombées suivant la norme NF EN 43-014 (version novembre 2003) ou, en cas de difficultés, par la méthode des plaquettes de dépôt suivant la norme NF X 43-007 (version décembre 2008). Les exploitants qui adhèrent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte le suivi des mesures de retombées de poussières totales peuvent être dispensés de cette obligation si le réseau existant permet de surveiller correctement l'impact des retombées atmosphériques associées spécifiquement aux rejets de l'installation concernée. Les niveaux de dépôts atmosphériques totaux en limite de propriété liés à la contribution de l'installation ne dépassent pas 200 mg/ m²/ j (en moyenne annuelle) en chacun des emplacements suivis. [...]

Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les résultats des mesures des émissions des cinq dernières années sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. »

Constats :Constats de la visite d'inspection du 17/07/2023 :

L'exploitant n'a pas réalisé le contrôle des émissions de poussières.

L'exploitant avait transmis un rapport de contrôle des émissions de poussières du site datant de mai 2019, présentant des valeurs conformes aux valeurs limites autorisées.

Suite à la visite d'inspection du 17 juillet 2023, l'exploitant avait transmis un devis validé pour la réalisation de mesures de la qualité de l'air.

Constat de l'inspection 2024 :

Dans le cadre de la préparation de l'inspection 2024, l'exploitant a transmis le rapport des mesures de retombées de poussières dont les mesures ont été réalisées entre le 23 novembre et le 7 décembre 2023. Les résultats présentés dans le rapport indiquent des mesures supérieures à 200 mg/m²/jour : en effet, le point 1, en bordure de route présente des résultats à 304 mg/m²/jour

et le point 2 situé au fond du site présente une concentration de 339 mg/m²/jour de poussières. De plus, l'analyse du prestataire n'est pas cohérente avec l'arrêté de référence du site (Arrêté Ministériel du 12/12/2014).

L'inspection constate que le rapport ne présente pas d'emplacement positionné en dehors de la zone de l'impact du site, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant ("bruit de fond"). Cette absence ne permet pas d'analyser les résultats présentés. De nouvelles mesures devront être réalisées et une analyse claire devra être faite concernant les résultats.

Constat : Les résultats des mesures de retombées de poussières sont incomplets et dépassent la concentration normalement autorisée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 120 jours

N° 4 : Surveillance des émissions sonores : conditions de mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 51

Thème(s) : Risques chroniques, périodicité et conditions des mesures de bruits

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/07/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie à l'annexe du présent arrêté ou, le cas échéant, selon les normes réglementaires en vigueur. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié en limite de propriété et de zones à émergence réglementée.

Constats :

Constats de la visite d'inspection du 17/07/2023 :

L'exploitant n'a pas réalisé le contrôle des émissions sonores.

L'exploitant a fourni un rapport de surveillance des émissions sonores datant de mai 2019, pour des mesures réalisées le 17 mai 2019. Aucune mesure n'a été réalisée depuis cette date.

<p><u>Constat de l'inspection 2024 :</u></p> <p>Des mesures de bruits ont été réalisées le 23 novembre 2023 sur le site.</p> <p>Le rapport transmis par l'exploitant présente 5 points de mesures dont un point en zone à Émergence Réglementée, correspondant à la limite avec l'entreprise de travaux publics voisine.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Surveillance des émissions sonores : émergence

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 51</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, émergence du bruit</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones d'émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies ci-dessous :</p> <p>NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation) supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)</p> <ul style="list-style-type: none"> - émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés : 6 dB(A) - émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés : 4 dB(A) <p>NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation) supérieur à 45 dB (A)</p> <ul style="list-style-type: none"> - émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés : 5 dB(A) - émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés : 3 dB(A) <p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p>
<p>Constats :</p> <p>Des mesures de bruits ont été réalisées le 23 novembre 2023 sur le site.</p> <p>Le rapport transmis par l'exploitant présente 5 points de mesures dont un point en zone à Émergence Réglementée, correspondant à la limite avec l'entreprise de travaux publics voisine.</p> <p>Les résultats présentés indiquent des mesures conformes pour les 4 points sur site. Toutefois, le rapport indique un dépassement sur la période de mesures sur le point à émergence réglementée, dû aux bruits occasionnés par l'activité de la carrière liés à l'engin présent sur site afin d'étaler les remblais. L'émergence calculée est égale à 11,5 dB, supérieure aux 5 dB réglementaires autorisés.</p> <p>Constat :</p> <p>Les résultats des mesures de bruits présentent un dépassement de l'émergence au niveau de la zone d'émergence réglementée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de</p>

répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 120 jours

N° 6 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Contenu du registre de suivi
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/07/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants.</p> <p>Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot, les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement : la date de réception</p> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité : la dénomination usuelle, les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles, lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet: le code du déchet entrant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement [...], la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m3 ;</p> <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport des terres excavées et sédiments : la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial, la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production, l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6, la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur, l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement, la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement [...];</p> <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement : le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets, Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments, lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la</p>

pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation [...]

Constats :

Constats de la visite d'inspection du 17/07/2023 :

Le registre des déchets admis est incomplet.

Le registre devra être complété, pour comprendre les éléments concernant l'identification du lieu de production, et les résultats des analyses réalisées, le cas échéant, ainsi que le code de traitement des déchets.

Constat de l'inspection 2024 :

L'exploitant a transmis une copie du registre 2024 à l'inspection.

Le registre présenté ne comprend pas les éléments sur l'origine des déchets admis (seule la commune de provenance est indiquée), ni les éléments concernant les éventuelles analyses chimiques utiles, ni le code traitement opéré dans l'établissement.

Suite à l'inspection, l'exploitant transmet une nouvelle trame de registre à remplir par ses agents lors d'entrée de déchets sur le site. Cette trame comprend l'ensemble des éléments requis du registre d'admission. Il sera nécessaire de confirmer l'utilisation effective et complète de cette nouvelle trame.

Constat : la trame du registre des déchets admis a été complétée.

L'exploitant devra justifier de l'utilisation de cette nouvelle trame.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours

N° 7 : Enregistrement des données de traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Décret du 25/03/2021, article 2.II

Thème(s) : Risques chroniques, RNDTS

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/07/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 05/11/2023

Prescription contrôlée :

Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données.

Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.

Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense. La transmission des informations au registre national des déchets, mentionné à l'article R. 541-43, vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsque cette transmission respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu.

La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsqu'elle respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu.

La gestion du registre national des terres excavées et sédiments peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.

Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I.

Les données présentes dans le registre national des terres excavées et sédiments demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.

Constats :

Constats de la visite d'inspection du 17/07/2023 :

L'exploitant n'enregistre pas les données liées à la traçabilité des déchets dans la base de données électroniques du Registre National des Terres excavées et Sédiments (RNDTS).

Compte-tenu des déchets acceptés dans l'installation (terres excavées, code 17 04 05), l'exploitant est soumis à l'obligation d'utilisation de la base de données électronique RNDTS et de déclaration associée, depuis le 1er mai 2023.

Constat de l'inspection 2024 :

L'exploitant indique qu'à ce jour, le groupe n'utilise pas RNDTS pour la traçabilité de ses déchets. Il transmet un mail d'un responsable du groupe de BTP dont il dépend qui indique que la démarche pour le remplissage de RNDTS est très contraignante et n'a pas encore été mise en œuvre.

L'exploitant a bénéficié de plusieurs mois pour se préparer à cette évolution d'enregistrement des

données. Il est nécessaire de mettre en œuvre les obligations réglementaires en matière de déclaration et mise en œuvre des registres dématérialisés via le RNDTS.

Constat : L'exploitant n'enregistre pas les données liées à la traçabilité des déchets dans la base de données électroniques du Registre National des Terres excavées et Sédiments (RNDTS).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Mise en demeure, déchets

Proposition de délais : 60 jours

N° 8 : Admissibilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2019, article 1.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Qualité et quantité des déchets entrants

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/07/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 05/11/2023

Prescription contrôlée :

L'installation relève du régime de l'enregistrement prévu à l'article L. 512-7 du code de l'environnement au titre de la rubrique listée ci-dessous :

- Rubrique : 2760-3
- Libellé de la rubrique : Installation de stockage de déchets
- nature de l'installation : installation de stockage de déchets inertes
- Volume maximal de déchets stockés : 100000 m3
- Quantité annuelle maximale de déchets admissible : 10000m3, soit 13000 Tonnes.

Le type de déchets inertes admissibles sur site se limitent, en référence à la liste des déchets de l'annexe II de l'article R.514-8 du code de l'environnement, aux déchets suivants:

- 17 01 01 : béton;
- 17 01 02 : briques ;
- 17 01 03 : tuiles et céramiques ;
- 17 01 07 : mélange de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses ;
- 17 02 02 : verre ;
- 17 03 02 : mélanges bitumineux autres que ceux visés à la rubrique 17 03 01 ;
- 17 05 04 : terres et cailloux autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03 ;

- 20 02 02 : terres et pierres ;
- 19 12 05 : verre.

Constats :

Constat de la visite du 17/07/2023 :

Présence de déchets non autorisés sur le site : branches, troncs d'arbres.

Il avait été constaté que sur une zone à remblayer, mais pas en cours de remblaiement, un dépôt de déchets végétaux, type branchages et arbres coupés. L'exploitant avait indiqué qu'il s'agissait des coupes d'arbres réalisés par le voisin, entreprise de Travaux Publics, sur son site, qui avait été déposés sur cet espace, en attente d'évacuation.

Le 03/11/2023, l'exploitant avait transmis une réponse au constat indiquant que les végétaux avaient été évacués du site. Des photos avaient été transmises de l'espace concerné par le dépôt pour justifier de l'évacuation des déchets non conformes.

Constats de l'inspection 2024 :

L'exploitant a déclaré sur GERE 1784 T de déchets inertes entrant sur son site en 2023.

L'exploitant a déclaré uniquement des terres et cailloux, autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03, et recensés sous le code déchets 17 05 04.

Les dépôts constatés sur site ne sont composés que de terres et cailloux, correspondent aux déchets déclarés sur GERE et indiqués sur le registre. L'exploitant indique qu'il ne s'agit que de déchets provenant uniquement de ses chantiers, et que la qualité des entrants est vérifiée par les chauffeurs avant le départ du chantier.

Le jour de la visite, l'inspection constate quelques indésirables (morceau de grillage avertisseur, tuyau plastique et sac plastique) sur l'ensemble des tas de déchets inertes en zone de déchargement en attente de poussage. Mais la qualité des entrants est majoritairement bonne visuellement.

L'exploitant doit retirer ces déchets indésirables avant le poussage dans la zone de stockage.

Le lendemain de l'inspection, l'exploitant transmet des photos du retrait des quelques indésirables présents dans les tas en attente dans la zone de déchargement et du bac de tri.

Constat : Pas d'écart constaté.

La non-conformité de la visite d'inspection du 17/07/2023 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite